

Quizz Inju
Photo
Vidéo
Mobile
Météo
Annonces Auto
JDD en PDF

Jdd.fr - Le Journal du dimanche au quotidien

Lundi 01 Septembre 2008

Géorgie: "La comparaison avec le Kosovo ne veut rien dire"

Propos recueillis par Marianne ENAULT
leJDD.fr

► **Les chancelleries européennes s'en remettent à peine. La Russie a tout simplement décidé de reconnaître les indépendances ossète et abkhaze. Et de se réfugier derrière le précédent du Kosovo, alors même qu'elle n'a pas reconnu l'indépendance de la province. Pour leJDD.fr, Philippe Moreau-Defarges*, spécialiste des questions internationales, démêle les fils de cet imbroglio juridique et diplomatique.**



Dmitri Medvedev l'a répété dimanche soir: la décision de reconnaître les indépendances abkhaze et sud-ossète est "irrévocable". (Reuters)

Quelle est la valeur juridique de la reconnaissance russe des indépendances ossète et abkhaze?

C'est un lien qui s'établit entre l'Etat qui reconnaît et l'Etat qui est reconnu. En l'espèce, il s'agit d'un seul Etat, la Russie, qui reconnaît l'indépendance de deux entités, à l'image de la Turquie, seule à reconnaître la République turque de Chypre nord, située dans le nord de l'île.

La reconnaissance russe en fait-elle des Etats à part entière?

C'est une question difficile. Ce qui fait un Etat, c'est un territoire, une population et une administration. Certains diront que l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie possèdent ces caractéristiques. Mais c'est en fait la reconnaissance par d'autres Etats qui consolide l'existence juridique d'un Etat. Or, dans le cas présent, seule la Russie a reconnu ces indépendances.

Sur le même sujet

Russie: L'UE cherche le bon ton

Russie-sanctions: L'Elysée recule

Géorgie: Tout savoir sur le conflit

Moscou se réfugie derrière le précédent du Kosovo, qui a déclaré unilatéralement son indépendance en février dernier...

Certes, la Russie utilise cet argument mais cette comparaison ne veut rien dire. Certes, la Géorgie et la Serbie sont dans la même position. Ce sont deux Etats dont le territoire est démantelé. Mais la comparaison s'arrête là. D'abord, parce que ce détachement d'un morceau du territoire ne s'est pas fait dans les mêmes conditions au Kosovo et en Ossétie et en Abkhazie. L'indépendance du Kosovo est le fruit d'un long processus de négociations internationales, qui remontent à 1999. Il y a eu des discussions à l'ONU. Le Kosovo a été reconnu par la majorité des Etats européens ainsi que par les Etats-Unis.

"La Russie a un comportement contradictoire"

Ce qui n'est pas le cas pour l'Ossétie et l'Abkhazie...

Le processus est complètement différent. Il y a eu sécession

mais il n'y a pas eu de véritable processus international qui implique plusieurs Etats.

Comment la Russie peut-elle invoquer le précédent du Kosovo alors qu'elle n'a pas reconnu son indépendance?

La Russie a un comportement contradictoire. Dans l'affaire du Kosovo, elle a soutenu l'intégrité territoriale de la Serbie. Là, elle fait l'inverse en choisissant de détruire l'intégrité territoriale d'un Etat, la Géorgie. Cela laisse perplexe les observateurs.

Comment justifie-t-elle cette contradiction?

Comme d'habitude, la Russie noie habilement le poisson. Son raisonnement est le suivant: la communauté internationale a reconnu le Kosovo car sa population était martyrisée par les Serbes, au nom d'un droit humanitaire, donc. Moscou dit faire la même chose avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, dont les populations sont, selon elle, martyrisées par la Géorgie. La Russie dit agir en protecteur.

Cela reste une contradiction...

Oui, et beaucoup de Russes en sont parfaitement conscients. C'est là qu'intervient un argument non juridique. Les Russes pensent que certains Etats méritent que l'on défende leur intégrité territoriale, comme la Serbie, d'autres non, comme la Géorgie qui est, selon Moscou, un faux Etat, car apparu tardivement. La préoccupation des Russes reste l'intégrité territoriale de la Russie, tant pis si cela doit passer par la destruction d'un Etat comme la Géorgie. On est dans un rapport de force.

"Un vide juridique"

La Russie dit qu'en reconnaissant le Kosovo, la communauté internationale a violé les lois internationales. Quelles sont-elles?

L'ordre international est fondé sur l'intégrité territoriale des Etats. Et le rôle de la communauté internationale est de préserver cette intégrité. C'est en cela que, selon Moscou, la reconnaissance du Kosovo est une violation des lois internationales.

Est-ce aussi simple?

En 1999, les Nations unies ont adopté la résolution 1244 sur le Kosovo. Elle dit deux choses: le Kosovo est placé sous administration de l'ONU et reste partie intégrante de la Fédération yougoslave. Aujourd'hui, Moscou prend appui sur ce texte pour dire que le Kosovo appartient à la Serbie. Mais il y a un problème. La Fédération yougoslave à laquelle fait référence la résolution, qui regroupait à l'époque la Serbie et le Monténégro, n'existe plus et le Monténégro est devenu indépendant. Celle-ci ayant disparu, n'y a-t-il pas un vide juridique qui rend possible l'indépendance du Kosovo? La question fait débat.

Qu'en est-il du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes?

C'est un principe de base du système international. Mais tout dépend de la manière dont on définit un peuple. Est-ce que chaque peuple a le droit d'avoir un territoire lui appartenant? Certains vous diront qu'il existe un peuple kosovar, d'autres penseront que les Kosovars, albanophones, devraient faire partie de l'Albanie. C'est un débat sans fin.

Depuis des années, Moscou distribue des passeports russes aux Abkhazes et aux Sud-Ossètes, sans toutefois reconnaître leur indépendance. Pourquoi l'a-t-elle fait aujourd'hui?

Pour le savoir, il faudrait avoir passé la semaine qui vient de s'écouler au Kremlin! Mon hypothèse est que les Russes auraient préféré que la situation reste en l'état, que l'Ossétie et l'Abkhazie restent des abcès sans règlement précis. Mais le président géorgien a perturbé la donne en attaquant l'Ossétie. Dès lors, la Russie ne pouvait plus rester dans l'ambiguïté.

La Russie ne se met-elle pas en danger par rapport à ses propres mouvements séparatistes, tels que la Tchétchénie?

C'est évident. Mais la Russie est très cynique et pense que certains Etats méritent leur indépendance, d'autres non.

A l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil européen sur la crise géorgienne, l'UE a appelé à une "évaluation" de ses relations avec la Russie...

On ne fera rien. Cela veut juste dire qu'on ne peut plus continuer comme ça, étant donné les agissements russes, mais on envisage tout de même de garder une relation cordiale, un peu froide, avec la Russie. L'UE ne peut pas et ne veut pas prendre des sanctions contre Moscou.

***Philippe Moreau-Defarges est chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), spécialiste des questions européennes et de la gouvernance globale.**

Vous aimez le traitement de l'actualité sur leJDD.fr ? Découvrez chaque dimanche, le Journal Du Dimanche en version PDF sur leJDD.fr ou dans un point de vente près de chez vous.
archives



International

L'UE affiche sa fermeté

Les dirigeants européens réunis à Bruxelles ont réussi à se mettre d'accord sur ...



International

Géorgie: "La comparaison avec le Kosovo ne veut rien dire"

Les chancelleries européennes s'en remettent à peine. La Russie a tout simplement ...



International

Gustav frappe les Etats-Unis

Branle-bas de combat dans le Golfe du Mexique. Trois ans après le passage ...



International

Libye: Rome règle son passé

Silvio Berlusconi a normalisé ses relations avec la Libye, ancienne colonie italienne. Il ...



Un colistier, pour quoi faire?

Sarah Palin pour John McCain, Joe Biden pour Barack Obama. Pour les deux ...



Karadzic toujours impassible

Au cours de sa deuxième comparution devant le tribunal pénal international de La ...



La violence s'invite en Thaïlande

Au quatrième jour de la crise politique que traverse la Thaïlande, des heurts ...



Géorgie: Poutine tout en mesure

Dans une interview à CNN, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a accusé ...



La Russie seule contre tous

Dmitri Medvedev doit se sentir bien seul. Le président russe doit en effet ...

[Plus d'archives](#)